



# La diaspora turque de France au prisme de son réseau associatif

**Photo ci-dessus :** Le 29 avril 2023, des citoyens turcs vivant en France arrivent pour voter aux élections présidentielles et parlementaires de la 28<sup>e</sup> législature à la DITIB (Union turco-islamique pour les affaires religieuses) à Lyon. Alors que la communauté turque est fortement implantée dans la région (160 000 résidents de nationalité turque ou binationaux), les opposants à Erdogan ont dénoncé un climat de pression dans le bureau de vote situé près d'une mosquée à Décines-Charpieu. (© Emrah Oprukcu/Nur Photo/AFP)

Par **Merve Özkaya**, doctorante et membre de la Chaire Méditerranée Moyen-Orient et du CERDAP<sup>2</sup> (Centre d'études et de recherche sur la diplomatie, l'administration publique et le politique) de Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes.

Depuis la signature de l'accord bilatéral entre la Turquie et la France en 1965, prévoyant l'envoi de main-d'œuvre turque, la France est devenue le deuxième pays d'accueil en Europe de cette immigration après l'Allemagne. Sans négliger le caractère pluriel de l'immigration en provenance de Turquie en France sur les plans ethnique, religieux ou encore sociopolitique, les premiers migrants turcs sont majoritairement des travailleurs anatoliens, ayant des valeurs traditionnelles. Cette population s'est rapidement caractérisée par sa tendance à rester entre-soi en raison de son manque de liens historiques, culturels et linguistiques avec le pays, contrairement aux autres groupes d'immigrés en France. Au fur et à mesure que la présence des immigrés turcs, initialement considérée comme temporaire, devenait permanente, cette dynamique, que l'on peut qualifier de « communautariste », a commencé à être pointée du doigt.

La communauté turque en France revient souvent, en effet, sur le devant de la scène internationale française, au gré de la détérioration des relations diplomatiques entre la France et la Turquie, qu'il s'agisse des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, de la question du génocide arménien ou encore de polémiques liées aux accusations d'ingérence de l'État turc par le biais d'associations turques en France. Dernièrement, la tenue du scrutin turc (du 27 avril au 9 mai) dans les locaux de la *Ditib* de Lyon (Union turco-islamique des affaires religieuses en France, liée à la présidence des affaires religieuses en

Turquie, ou *Diyanet*) a fait débat dans la presse française au motif que le choix de ce lieu apparaissait comme contraire à la laïcité. Sur cette toile de fond, l'analyse du tissu associatif turc permet d'éclairer ces débats en révélant les ressorts sociopolitiques et religieux de la communauté turque dans le contexte migratoire français ainsi que leur mobilisation comme des outils politiques par l'État turc (1).

## Lyon : la ville la plus « erdoganiste » d'Europe

Aujourd'hui, la région lyonnaise est l'un des espaces d'installation les plus importants pour la population originaire de Turquie en France. La grande majorité de cette population est ethniquement turque et musulmane-sunnite et l'une de ses particularités réside dans sa structure politique à prédominance islamo-conservatrice et nationaliste. De 2015 jusqu'aux élections de 2023, le soutien électoral en faveur de Recep Tayyip Erdoğan et de son parti islamiste, l'AKP, est plus important dans la région lyonnaise par rapport à toutes les autres circonscriptions de Turquie et d'Europe. Pour 2023, Erdoğan a obtenu 91,92 % à Clermont-Ferrand (bureau de vote dépendant du consulat de Lyon) et 87,94 % des voix à Lyon au deuxième tour. À Bayburt, la ville la plus « erdoganiste » de Turquie, ce taux est de 82,45 %.

Certes, la construction sociologique des Turcs lyonnais s'explique en partie par leurs origines sociogéographiques en Turquie, mais aussi par les

mécanismes de reproduction sociale et culturelle dans le contexte migratoire. Les associations culturelles (et bien souvent tout aussi culturelles) turques jouent un rôle important, en transmettant certaines composantes des identités nationales et religieuses des premières générations aux suivantes. En résultent une certaine homogénéité identitaire et un repli communautaire. Néanmoins, cette homogénéité identitaire nationale et religieuse est contrebalancée par les micro-appartenances régionales (région, ville ou village d'origine, *hemsehrilik* en turc) et confrériques. Cette divergence se manifeste dans le milieu associatif composé principalement par trois grands groupes religieux d'origine turque : la *Ditib* (liée à la *Diyanet*), la CIMG (Communauté islamique du *Milli Görüş*, historiquement liée au mouvement d'islam politique de *Milli Görüş*) et les *Süleymanca* (liés à la confrérie des *Süleymanca*, existant sous différentes appellations banalisées à l'étranger telles que le « centre culturel turc de Lyon »).

## Des divergences politico-religieuses qui s'incarnent dans le milieu associatif turc

L'installation des premières associations turques en Europe et plus particulièrement en France est étroitement liée au contexte politique turc des années 1970 et 1980. Les courants religieux et politiques marginalisés ou considérés dangereux par l'État turc

ont été transposés en exil par leurs adeptes : réseaux politiques d'extrême gauche et d'extrême droite, réseaux islamistes oppositionnels, c'est-à-dire en opposition avec l'islam officiel représenté par l'État turc via la *Diyanet*. Cela explique la présence sur le sol français de mouvements islamistes turcs tels que le *Millî Görüş* et les *Süleymancı*. L'implantation de la *Ditib* vise au moins autant à surveiller ces mouvements qu'à diffuser l'islam officiel turc à l'étranger.

La *Ditib* existe depuis presque quarante ans en France et fonctionne comme une institution d'encadrement paternaliste de l'État turc. Hormis ses activités cultuelles et culturelles, l'un des rôles principaux de cette structure est la « protection » des Turcs à l'étranger contre les idéologies « dangereuses ». Dans ce cadre, les relations de la *Ditib* avec les autres groupes religieux dans le contexte migratoire évoluent en fonction des dynamiques politiques internes de la Turquie. Ainsi, son ennemie héréditaire, la *Millî Görüş*, semble être devenue une alliée proche au cours des dix dernières années, même si cette dernière est habituellement prudente dans la construction de relations avec les autres groupes turco-musulmans. Quant à sa relation avec les *Süleymancı*, elle a donné lieu à une division interne fondée sur leur

Turquie depuis que le pouvoir a basculé vers un courant islamiste. Le réseau français *Ditib*, sous le nom de Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF, 2001), a remporté le siège présidentiel du Conseil français du culte musulman (CFCM, 2003) entre 2017 et 2019 avec Ahmet Ogras, proche de l'AKP. Cet engagement, qui peut être interprété comme une volonté de participer à la représentation et à l'institutionnalisation de l'islam en France, semble néanmoins avoir abouti à un échec. La continuité du fonctionnement de la *Ditib* en France a été remise en cause par la loi contre le séparatisme, entrée en vigueur en 2021 et fixant l'horizon 2025 pour en finir avec les imams et responsables des organisations cultuelles détachés des pays d'origine. L'État français a imposé aux structures composant le CFCM de signer une charte des imams (charte des principes pour l'islam de France) qui a finalement donné lieu à un Conseil national des imams (CNI) afin de former des imams et des mourchidates français-es qui « se conforment à la loi de la République ». Cette charte n'a été signée ni par le CCTM ni par la CIMG. Les cadres de la *Ditib* (imams et responsables religieuses femmes) étant nommés par Ankara, cette dernière cherche donc à reconfigurer ses organisations pour qu'elles soient autosuffisantes tout en restant fidèles à la Turquie, c'est-à-dire à son idéologie officielle (2).

Quant à la *Millî Görüş*, elle n'est pas autant concernée par cette question d'imams que la *Ditib*, car elle a une stratégie organisationnelle permettant d'exister durablement à l'étranger. Il s'agit d'un système d'organisation formé sur une échelle de carrière et la formation interne de leurs futurs cadres. Cependant, le désaccord de ces deux organisations islamiques turques avec la charte des imams leur a finalement coûté leur rôle dans la construction de l'islam de France, puisque le Forum de l'islam de France (FORIF) a été créé sans eux en février 2023, remplaçant *de facto* le CFCM. Au-delà du contexte politique dans lequel la continuité des associations islamiques turques en France se complexifie, elles sont de moins en moins de même de répondre aux besoins changeants des nouvelles générations. D'une part, l'autorité religieuse traditionnelle et la structure hiérarchique stricte ne permettent pas facilement le changement des cadres et des modes d'organisation, notamment chez la *Millî Görüş*. D'autre part, l'intérêt à faire de la politique en France des nouvelles générations de la communauté a donné naissance à de nouvelles types d'associations turques.

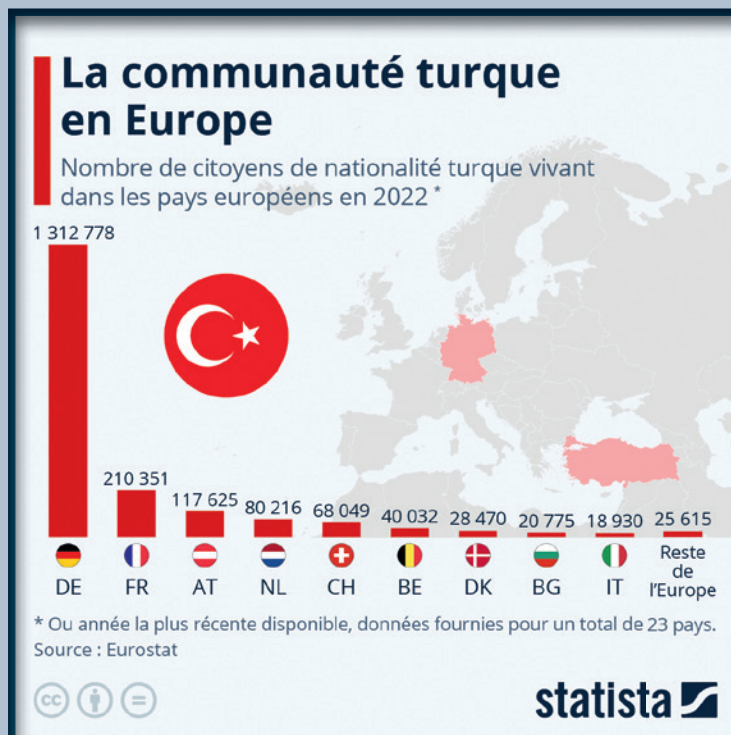
## Les associations des nouvelles générations sous la houlette de l'État turc

Au cours des dernières années, de nouvelles associations fondées principalement par des membres de la deuxième et de la troisième génération de la communauté turque ayant suivi des études supérieures ont vu le jour : *Émergence* à Lyon, *Solidom* à Clermont-Ferrand, *Rêve* à Grenoble. Les principaux objectifs de ce type d'associations sont de construire des réseaux d'orientation scolaire et professionnelle afin de contribuer au développement et à l'intégration de la communauté dans la société française. Il s'agit de créer les ressources personnelles nécessaires pour renforcer la communauté. Ces initiatives sont souvent encouragées et soutenues par les autorités turques (3) en visant à réunir les Turcs de France, et plus généralement ceux de l'Europe, sous un même toit. L'objectif est de faire en sorte qu'ils s'adaptent à leurs sociétés et pays d'accueil et y défendent leurs propres intérêts ainsi que les intérêts et les causes politiques de l'État turc, si nécessaire en luttant contre la « turcophobie », notamment sur la question arménienne et celle du PKK, dans le contexte français. *In fine*, si à l'intérieur de la Turquie la religion a pris une importance prééminente au cours de ces deux dernières décennies, à l'extérieur, l'État turc semble jouer davantage sur la dimension politique à travers des réseaux associatifs traditionnel et émergents, en visant à créer une « communauté turque » à l'étranger, voire une diaspora turque influente, forte et unie.

Merve Özkaya

### Notes

- (1) Cet article s'appuie sur une recherche de terrain en région lyonnaise, effectuée entre 2020 et 2022.
- (2) Si le Programme de théologie international a été mis en place depuis 2006 par la *Diyanet* en Europe pour former des cadres religieux « natifs », c'est-à-dire les jeunes Euro-Turcs, l'imamat n'est pas perçu comme une carrière attrayante par la plupart des jeunes en diaspora. Pour plus d'informations, voir Gülbahar Zehra Cunnilera, *Des « imams importés » aux « théologiens natifs » : formation des cadres religieux musulmans en France et en Allemagne*, thèse de doctorat en sociologie, EHESS, soutenue en 2019.
- (3) Par le biais du *Yurtdışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı* (YTB), « Présidence des Turcs à l'étranger et des communautés apparentées » en français, fondé en 2010 et fonctionnant comme un ministère de la diaspora offrant des bourses, des formations, etc., aux jeunes Turcs de la diaspora.



soutien à Erdoğan. Par exemple, ceux de Lyon sont contre Erdoğan, tandis que ceux de Strasbourg sont en faveur de ce dernier. En ce qui concerne les gülenistes, les anciens amis de l'AKP sont devenus ses ennemis principaux au cours des dernières années. Au-delà des divergences politiques entre ces groupes, qui concernent principalement leurs cadres dirigeants, il existe également des divergences religieuses fondées essentiellement sur certaines différences de méthode et de rigueur dans les pratiques et l'apprentissage religieux.

La divergence entre ces groupes repose donc sur la question de la légitimité : légitimité politique, liée à leurs rapports au pouvoir et à l'État turc, et légitimité religieuse, qui découle de la prétention de chaque groupe à représenter l'islam turc de la bonne manière. Ces différences subsistent, prouvant que les turco-musulmans de France, et en particulier de Lyon, ne constituent pas une communauté religieuse unie. C'est en effet l'une des préoccupations de l'État turc, qui a tout intérêt à réunir les Turcs musulmans de la diaspora.

## Diplomatie religieuse turque : une stratégie d'influence ?

La promotion de l'islam turc comme un modèle ou une source d'inspiration pour les musulmans en Europe à travers la *Ditib* fait partie de la stratégie d'influence de la